

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°24 - 05 JUIN 2025

« Alertes sur l'environnement économique et social, qui continue de se dégrader »

Les prises de positions des Etats-Unis, relatives aux taxations des exportations, impactent significativement l'économie mondiale. C'est dans ce contexte sous tension que le FMI agite le spectre d'un déficit qui pourrait dépasser les 6% pour la France. Par ailleurs, les prévisions de croissance pour l'exercice 2025 initialement prévues pour notre pays à 0,8% sont abaissées à 0,5-0,6%, avec en toile de fond un taux de chômage qui pourrait s'approcher des 8%.

L'indice de confiance des ménages diminue. Cela se caractérise par un taux d'épargne actuel de l'ordre de 18% des revenus mensuels disponibles des français, entraînant ainsi une diminution de la consommation des ménages. L'ensemble de ces éléments devraient avoir une incidence directe sur notre économie régionale compte tenu de la capacité qu'a notre région à exporter et à maintenir une balance commerciale positive depuis de nombreuses années.

Décroissance de l'emploi en région

Le marché du travail a connu une reprise très soutenue dès 2021, lui permettant de dépasser rapidement son plus haut niveau historique. Cependant, l'embellie s'est interrompue fin 2022, et si l'on a assisté dans un premier temps à un certain immobilisme, l'emploi s'affiche désormais à la baisse (-0,7% en 2024).

Dégradation moins forte des défaillances d'entreprises

Le niveau des redressements et des liquidations judiciaires d'entreprises dans le Grand Est avait atteint en 2021 son plus

bas niveau historique. Par la suite, on a constaté un retour progressif au niveau que l'on pouvait observer entre 2005 et 2019. On enregistre 4 354 ouvertures de procédures collectives pour l'année 2024 (+7,3% après +46% en 2023).

Rebond attendu de la construction de logement

Le plus bas niveau historique avait été atteint en septembre 2024, avec seulement 18 600 constructions sur un an. Toutefois, on observe ces derniers mois une légère inflexion à la hausse, mais qui reste fragile.

Une année globalement favorable pour les demandeurs d'emploi

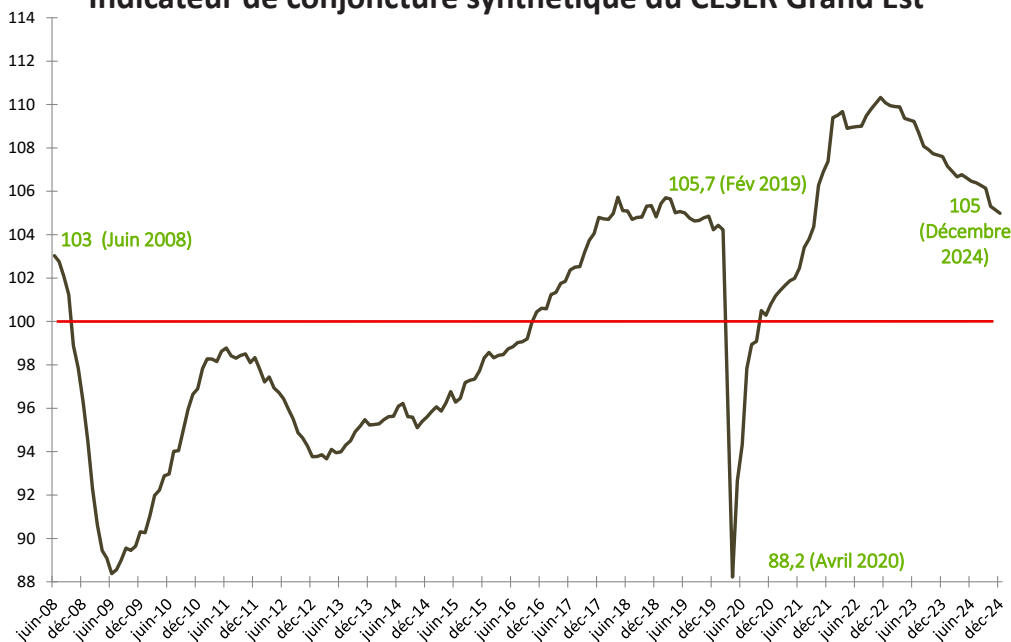
Depuis 2020, on observait une baisse

spectaculaire des demandeurs d'emploi, puis modérée à partir de début 2023. Leur nombre est aujourd'hui au plus bas depuis 2013 dans le Grand Est, avec 406 470 personnes. C'est 64 000 demandeurs de moins en 4 ans, et seulement 4 000 pour cette dernière année.

Le chômage à la hausse dans tous les États frontaliers

A la faveur d'un redressement des activités économiques, le chômage dans l'environnement transfrontalier avait baissé en 2021 et 2022, avant de se stabiliser en 2023. On note désormais une progression des taux de chômage dans l'ensemble des territoires, à hauteur de +0,3 ou 0,4 point (hormis en Wallonie).

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
- 7 - CONSTRUCTION NON-RÉSIDENTIELLE (LOCAUX)
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE
- 13 - EMPLOI DANS LES MULTINATIONALES ET INVESTISSEMENTS ETRANGERS

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN & ANCIENNETÉ MOYENNE
- 18 - TAUX DE CHOMAGE
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

En 2024 :

67,7 milliards d'euros
d'exportations

19 800
constructions de logements neufs

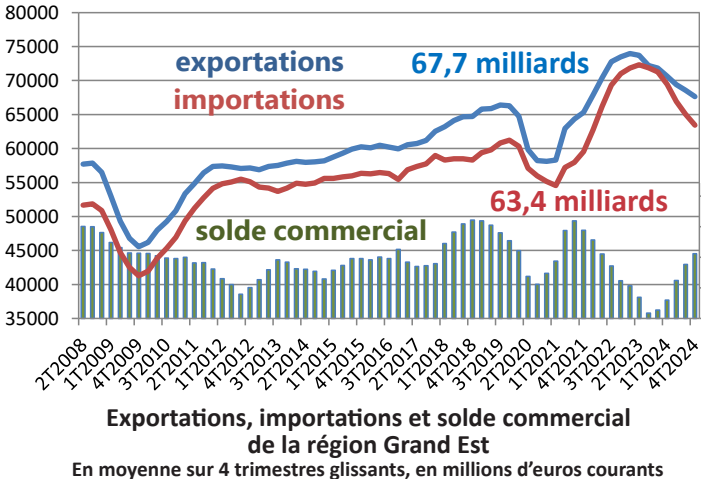
67 015
créations d'entreprises

70,2 %
taux d'utilisation des capacités de production (Mars 2025)

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS ENERGIE) - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

La balance commerciale bénéficie du recul des importations. La forte progression du commerce extérieur post Covid-19, dopée par l'inflation a pris fin début 2023 et on assiste désormais à un recul significatif des exportations en 2024 (-4,2 milliards d'euros soit -5,8%, après -2,2% en 2023). Néanmoins, le recul des importations est encore plus important (-7,8 milliards soit -11%), entraînant une évolution positive de la balance commerciale, désormais à +4,2 milliards d'€, alors qu'elle ne se situait plus qu'à seulement +0,3 milliard en 2023. Les tendances nationales sont plus modérées, avec toujours une faible baisse de l'export (-1,3%) et une réduction de l'import un peu plus forte (-4,1%). Seules trois autres régions présentent un solde commercial positif : l'Occitanie (11,9 mds), la Bourgogne-Franche-Comté (1,4 mds) et désormais le Centre-Val de Loire (0,3 md). Les principaux secteurs exportateurs du Grand Est sont l'automobile (8,5 mds), les machines et équipements (6,1 mds), les produits pharmaceutiques (5,9 mds) et les boissons (5,7 mds). Si l'Allemagne reste le premier partenaire économique, avec près d'un quart des exportations régionales, il faut rappeler qu'en 2024, les Etats-Unis étaient le 2^{ème} partenaire, comptant pour près de 5 milliards d'export (7,5% du total).

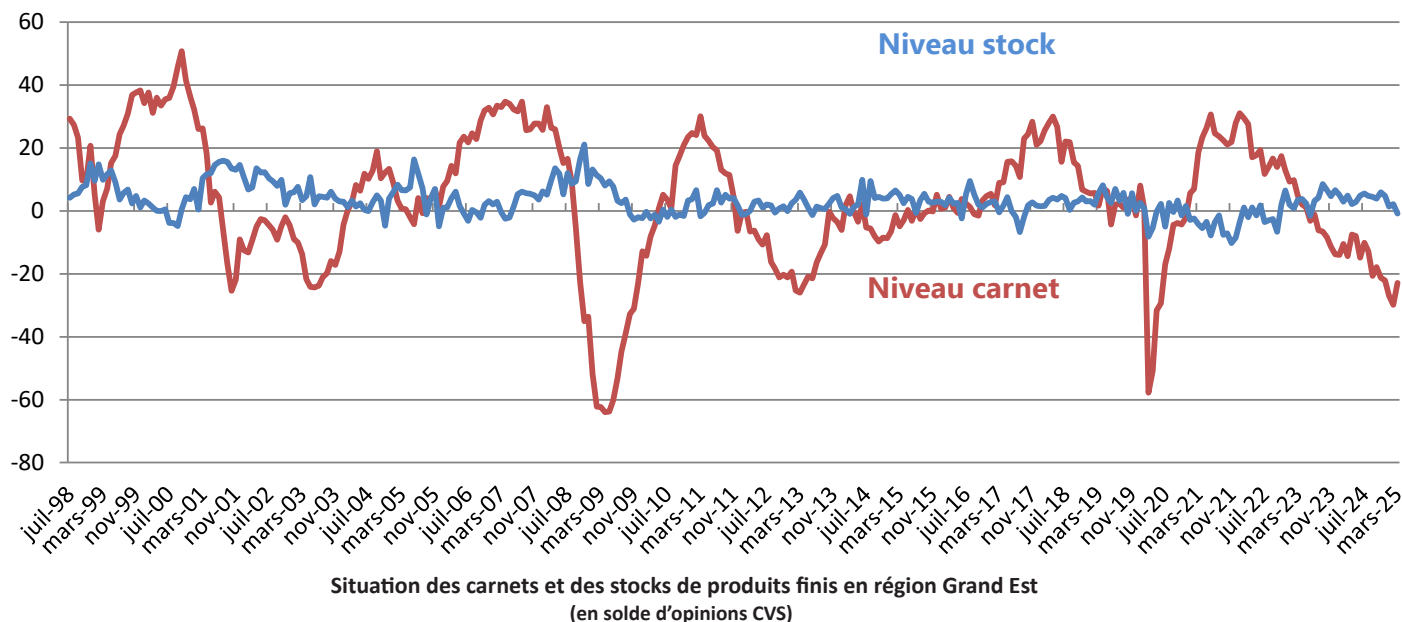


	Evolution des exportations en 2024	Exportations en 2024, en millions d'€
Ardennes	-8,9%	2 211
Aube	-1,8%	1 822
Bas-Rhin	-3,4%	22 470
Haute-Marne	-10,4%	1 294
Haut-Rhin	-6,8%	12 837
Marne	-7,4%	8 103
Meurthe-et-Moselle	-11,3%	2 535
Meuse	-10,7%	1 341
Moselle	-7,9%	12 130
Vosges	4,3%	2 905
Grand Est	-5,8%	67 648
France	-1,3%	601 293

2 - CARNETS DE COMMANDES ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - MARS 2025

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

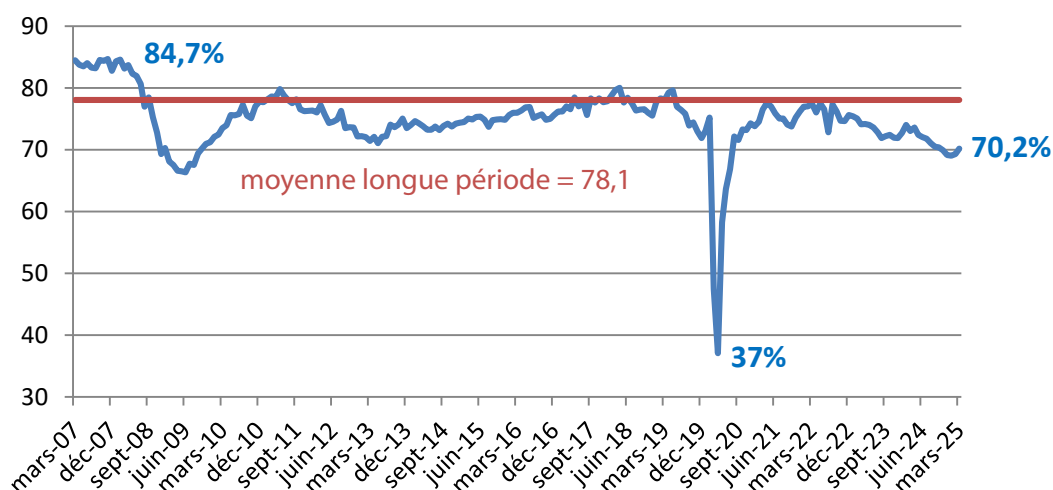
Des carnets de commande au ralenti. Ils demeurent préoccupants dans l'ensemble des secteurs industriels, exception faite de la transformation de viande (agro-alimentaire) et de l'aéronautique. Cette réduction de la demande entraîne des difficultés pour écouler les stocks (en particulier dans l'automobile), ce qui induit la réduction des cadences de production. Dans ce contexte, les niveaux de trésorerie se révèlent inférieurs aux attentes, entraînant un allongement des délais de paiement. Pour les chefs d'entreprises, les perspectives sont peu encourageantes, et ils anticipent au mieux une stagnation de la production actuelle, qui pourrait s'accompagner d'une réduction des effectifs. Les industriels évoquent aussi les conséquences en lien avec la hausse des tarifs douaniers.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - MARS 2025

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

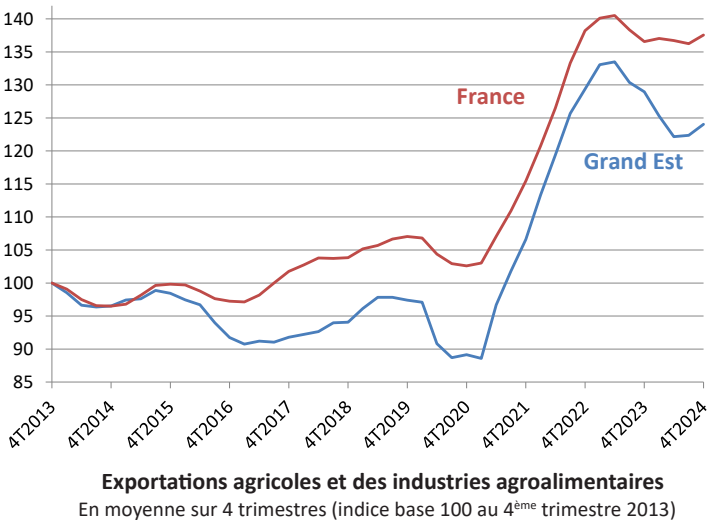
L'utilisation des capacités de production au plus bas depuis 2010 (hors Covid). La production industrielle avait retrouvé un niveau satisfaisant dès le début de 2021, pour ensuite fluctuer durant deux ans, un peu en-deçà de la moyenne longue période. Cependant, depuis 2023, elle s'affiche largement en repli, et atteint désormais des niveaux qui n'étaient plus observés depuis la crise financière de 2008 (hormis quelques mois en 2020, lié à la Covid-19). Ainsi, en Mars 2025, on enregistre un taux d'utilisation des capacités de production de 70,2%, et ce malgré l'atténuation des difficultés de recrutement, du prix des matières premières et de l'énergie. A l'échelle nationale, la situation est moins dégradée, le taux se maintenant à 75%, soit 5 points de plus qu'en région.



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES EN EUROS COURANTS

Un 4^{ème} trimestre 2024 record. Favorisées par un contexte inflationniste, les exportations agricoles et agro-alimentaires régionales avaient bondi de plus de 25% entre 2021 et 2023. A partir du 2^{ème} trimestre 2023, on a toutefois observé une contraction de l’export, passant sur un an de 12,6 milliards à 11,5 milliards, même si cette évolution était à pondérer par la baisse de l’import dans les mêmes proportions. Cependant, le Grand Est enregistre un nouveau record trimestriel fin 2024, avec 3,2 milliards d’exportations. Si cela ne permet pas de compenser le recul du début d’année (-3,8% au total en 2024), cela consolide la balance commerciale du Grand Est à hauteur de 6,7 milliards d’euros (contre 7,3 milliards il y a un an et demi). L’Aube et les départements lorrains, à l’exception de la Meurthe-et-Moselle (-11,3%) maintiennent une croissance annuelle de leurs expéditions agricoles et agro-alimentaires. Tous les autres départements attestent de reculs modérés, allant de -1% dans les Ardennes à -6,1% dans la Marne.

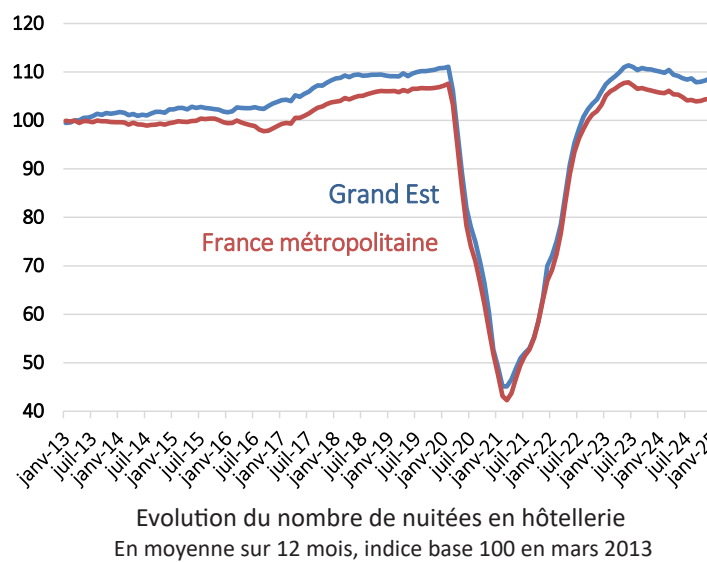


	Evolution des exportations en 2024		Répartition des exportations en 2024, en millions d'euros
Ardennes	-1,0%		511
Aube	0,5%		628
Bas-Rhin	-4,3%		2 327
Haute-Marne	-5,9%		191
Haut-Rhin	-1,2%		843
Marne	-6,1%		4 927
Meurthe-et-Moselle	-11,3%		375
Meuse	2,0%		416
Moselle	2,1%		1 125
Vosges	1,9%		326
Grand Est	-3,8%		11 669
France	0,7%		83 066

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - JANVIER 2025

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Légère inflexion des nuitées hôtelières en 2024, hormis en Alsace. Après la crise Covid-19, la fréquentation touristique a retrouvé du tonus à partir de l’été 2021 et a mis un peu plus de 2 ans à rejoindre son niveau d’avant-crise (14,5 millions de nuitées hôtelières sur une année). Toutefois, depuis l’automne 2023, on assiste à un fléchissement du nombre de nuitées. Elles reculent de 1,1% ces 12 derniers mois (évolution quasi similaire au niveau national). Si certains territoires sont touchés par une baisse significative (-11,2% dans la Meuse, -7,5% dans les Vosges, -4,5% dans l’Aube), seuls les deux départements alsaciens présentent encore une évolution positive. Une nouvelle fois, les hôtels 3 étoiles et + sont marqués par une hausse de l’affluence, contrairement aux établissements de catégorie intermédiaire ou inférieure. Avec 3,9 millions de nuitées, la fréquentation des campings recule de 4,3% en 2024 dans le Grand Est (-0,4% au niveau national).

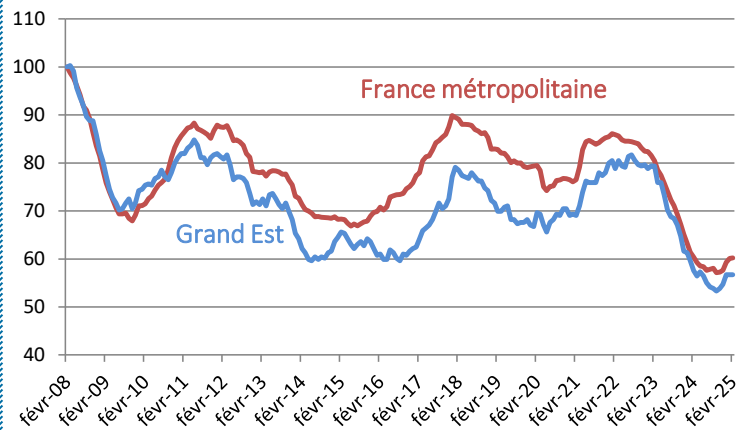


	Evolution des nuitées sur un an	Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an, en milliers
Ardennes	-1,3%	20
Aube	-4,5%	63
Marne	-1,6%	144
Haute-Marne	-2,2%	25
Meurthe-et-Moselle	-4,1%	82
Meuse	-11,2%	15
Moselle	-2,0%	143
Bas-Rhin	1,5%	371
Haut-Rhin	0,6%	254
Vosges	-7,5%	66
Grand Est	-1,1%	1 183
France métropolitaine	-1,0%	17 517

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - FEVRIER 2025

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Rebond attendu de la construction de logement. Après le haut niveau atteint en 2021-2022, inédit depuis près de 10 ans, on notait depuis un effondrement de la construction résidentielle, passant de 28 500 nouveaux logements par an à moins de 20 000. Son plus bas niveau historique a même été atteint en septembre 2024, avec seulement 18 600 constructions sur un an. Toutefois, on observe ces derniers mois une légère inflexion à la hausse, mais qui reste fragile. La tendance des autorisations de construction dans le Grand Est montre encore une forte contraction (-12%), comme en France métropolitaine (-9%). Au 4^{ème} trimestre 2024, on enregistre même plus de mises en chantier que d'autorisations de construction, un phénomène qui n'avait pas été observé depuis 2015. De fortes disparités subsistent entre les départements : si les mises en chantier demeurent dynamiques en Moselle (+35% sur un an) ou dans le Bas-Rhin (+32%), elles fléchissent fortement dans la Marne (-40%) ou dans l'Aube (-26%).



En moyenne sur 12 mois glissants, source INSEE

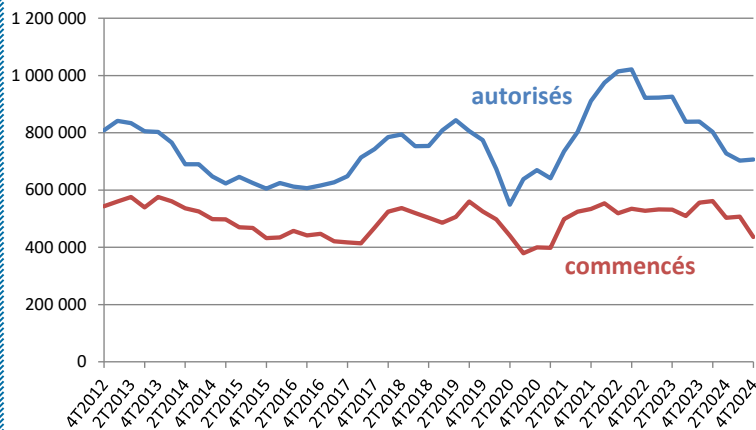
	Evolution du nombre de construction autorisées en 2024	Evolution du nombre de constructions commencées en 2024
Ardennes	-11%	20%
Aube	12%	-26%
Bas-Rhin	-13%	32%
Haute-Marne	-49%	16%
Haut-Rhin	-5%	0%
Marne	-56%	-40%
Meurthe-et-Moselle	27%	-5%
Meuse	-13%	14%
Moselle	-12%	35%
Vosges	-19%	-11%
Grand Est	-12%	9%
France métropolitaine	-9%	-1%

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

La construction non-résidentielle demeure en décrochage. Les autorisations de construction de locaux continuent de faiblir (-16% en 2024), même si elles demeurent encore à un niveau relativement élevé avec 2,8 millions de m² sur un an et que les chiffres du dernier trimestre de l'année sont plutôt encourageants. Concernant les ouvertures de chantier de locaux, la situation est plus préoccupante, car elles chutent de 22% sur un an, un repli qui n'avait pas été observé depuis la crise Covid en 2020. Ainsi, 1,7 millions de m² de locaux ont été construits en 2024, après 2,2 millions de m² en 2023, (le Grand Est enregistrait alors les surfaces construites les plus importantes depuis près de 10 ans). A la faveur de plusieurs implantations, l'Aube affiche encore une augmentation des constructions de locaux sur un an de 25%, tandis que la Meuse voit ses surfaces en construction plus que doubler (+113%). Tous les autres départements sont touchés par un repli de la construction, de plus de 30% dans le Bas-Rhin, les Ardennes, les Vosges ou encore le Haut-Rhin.



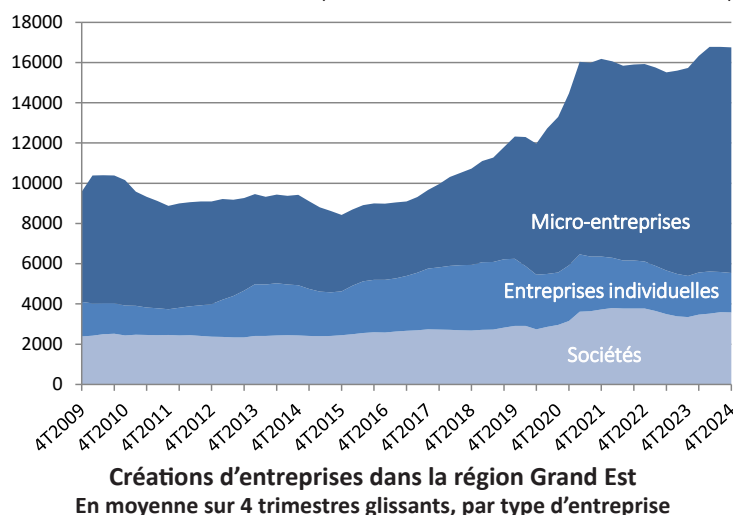
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées en 2024	Evolution des constructions commencées en 2024
Ardennes	20%	-34%
Aube	-25%	25%
Bas-Rhin	-23%	-36%
Haute-Marne	-23%	-14%
Haut-Rhin	22%	-30%
Marne	-55%	-7%
Meurthe-et-Moselle	-15%	-9%
Meuse	120%	113%
Moselle	-18%	-29%
Vosges	37%	-30%
Grand Est	-16%	-22%
France métropolitaine	2%	-9%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Des sociétés dynamiques ... nouveau record pour les micro-entreprises. Si on enregistrait entre 2009 et 2018 environ 9 000 créations d'entreprises par trimestre, la dynamique s'est par la suite intensifiée, de l'ordre de 12 000 par trimestre jusqu'en 2020. Après la crise Covid, on a alors assisté à une nouvelle augmentation des créations, et l'on observe depuis lors entre 16 et 17 000 nouvelles immatriculations tous les trois mois (avec un record au 1^{er} trimestre 2024 à 18 641). Ainsi, comme prévu, le précédent record annuel, qui datait de 2021 (64 700 immatriculations) est largement dépassé en 2024 (67 015). A l'exception de l'Aube, tous les départements présentent une progression annuelle des créations d'entreprises, oscillant entre 4,5% en Moselle à 10,7% dans le Bas-Rhin. Si le record annuel est aussi battu à l'échelle nationale (avec plus de 1,1 millions de nouvelles entreprises), il est à noter que la progression demeure plus forte en région (+6,5%) qu'en France (+5,7%). Toutefois, il faut rappeler que plus de deux tiers des entreprises nouvellement créées sont des micro-entreprises, structures souvent moins pérennes et moins créatrices d'emploi que les sociétés ou les entreprises individuelles.

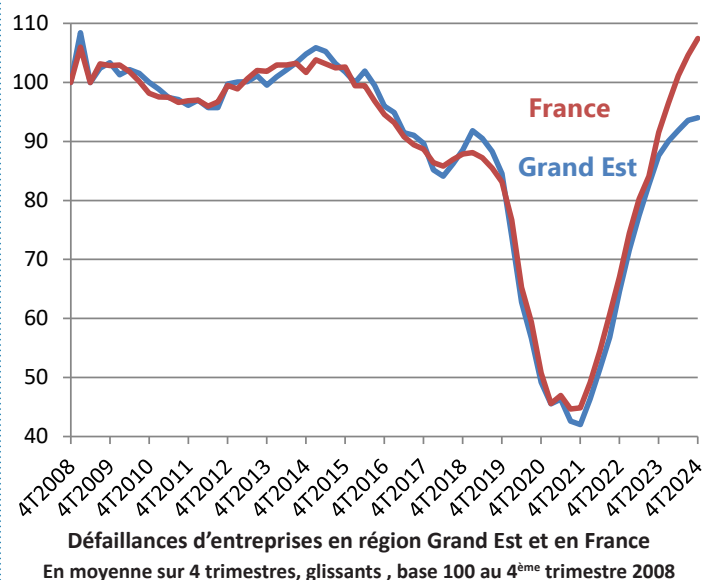


	Evolution des créations en 2024	Nombre de créations en 2024
Ardennes	5,3%	2 695
Aube	-2,3%	3 471
Bas-Rhin	10,7%	15 950
Haute-Marne	8,6%	1 515
Haut-Rhin	4,8%	9 038
Marne	8,2%	7 764
Meurthe-et-Moselle	5,5%	8 798
Meuse	6,7%	1 714
Moselle	4,5%	12 079
Vosges	8,2%	3 991
Grand Est	6,5%	67 015
France	5,7%	1 111 238

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Dégradation continue en France, moins forte en région. Favorisé par le report des traitements des dossiers de défaillance et les mesures de soutien liées à la crise Covid-19, le niveau des redressements et des liquidations judiciaires d'entreprises dans le Grand Est avait atteint en 2021 son plus bas niveau historique (1 950). Par la suite, on a constaté un retour progressif au niveau que l'on pouvait observer entre 2005 et 2019 (environ 4 000 défaillances par an). On enregistre 4 354 ouvertures de procédures collectives pour l'année 2024. Elles n'augmentent plus que de 7,3% dans le Grand Est sur la période, après +46% en 2023. Les départements de Champagne-Ardenne s'affichent même à la baisse. La dynamique demeure plus tendue à l'échelle française (+17,4%, contre +43% en 2023). Les secteurs d'activité du transport-entreposage et des activités financières et d'assurance sont les plus marqués par ces défaillances.



	Evolution du nombre de défaillances en 2024	Nombre de défaillances en 2024
Ardennes	-5,1%	185
Aube	-11,6%	229
Bas-Rhin	4,4%	970
Haute-Marne	-2,0%	100
Haut-Rhin	-0,5%	620
Marne	-2,8%	448
Meurthe-et-Moselle	33,9%	616
Meuse	42,7%	157
Moselle	2,5%	694
Vosges	39,0%	335
Grand Est	7,3%	4 354
France	17,4%	66 088

2. EMPLOI

4 800 pertes nettes d'emplois salariés en 2024

1 430 010 emplois salariés dans le secteur marchand,
dont :

759 362 dans les services

296 453 dans l'industrie

256 881 dans le commerce

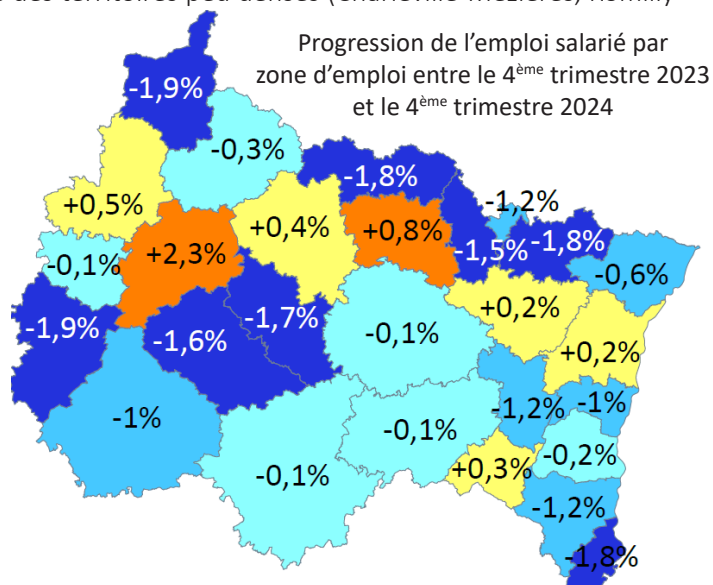
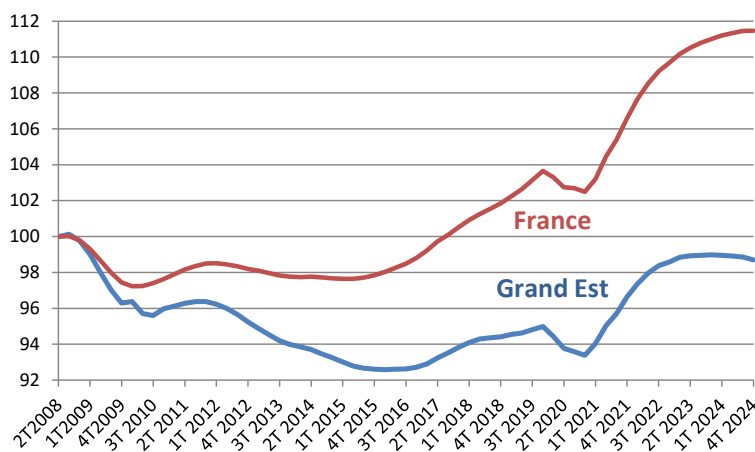
117 314 dans la construction

203 650 offres d'emploi diffusées par France Travail au 4^{ème} trimestre 2024 dans le Grand Est (63 300 enregistrées directement par France Travail)

10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ HORS APPRENTISSAGE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Stagnation en France, décroissance en région. Dans le Grand Est, comme en France, le marché du travail a connu une reprise très soutenue dès 2021 après l'épisode Covid-19, lui permettant de dépasser rapidement son plus haut niveau historique. Cependant, l'embellie s'est interrompue fin 2022 dans notre région, et si l'on a assisté dans un premier temps à un certain immobilisme, l'emploi s'affiche désormais à la baisse (-0,7% en 2024). En France, cette dynamique positive s'est poursuivie plus longtemps, s'estompant seulement en 2024. Le Grand Est totalise 7,2% des emplois français, contre 8% en 2010. A une échelle plus fine, il n'y a plus que 7 zones d'emploi sur 27 qui enregistrent une évolution positive de l'emploi sur un an (14 dans l'exercice précédent). Châlons-en-Champagne, Metz et Reims affichent des progressions conséquentes. A contrario, les reculs les plus significatifs sont concentrés dans des territoires peu denses (Charleville-Mézières, Romilly-sur-Seine, Bar-le-Duc, Vitry-le-François/Saint-Dizier).



11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

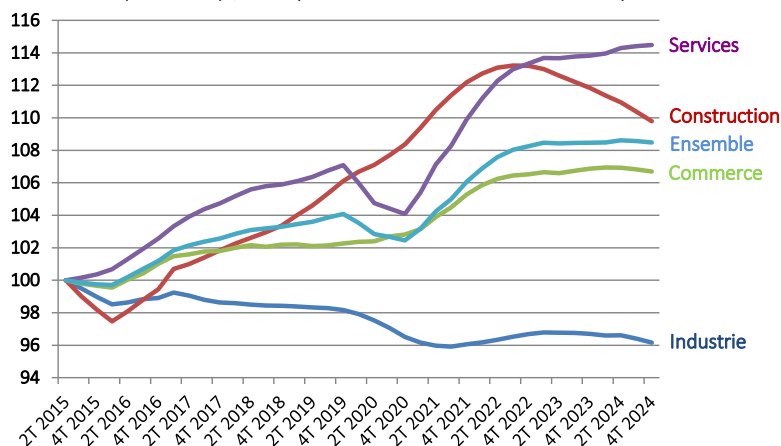
A l'exception des services, tous les secteurs d'activité souffrent en 2024. Après un début d'année 2024 porteur pour l'emploi (7 000 créations de postes), ce dernier se replie très largement au cours du dernier trimestre de l'année (-10 000). Le bilan annuel est de fait largement négatif, avec 4 800 emplois de moins.

- **Services** : + 2 066 emplois sur un an (+0,3%). Si la progression est plus faible que celle observée ces dernières années, les services demeurent le seul secteur créateur d'emploi dans la région en 2024.

- **Construction** : - 2 563 postes sur 4 trimestres (-2,2%). Depuis 2022, on assiste à une contraction forte des effectifs, qui semble même s'intensifier sur les derniers trimestres.

- **Commerce** : - 1 315 postes (-1%). Après une stabilisation des effectifs, le secteur est de nouveau en retrait en 2024.

- **Industrie** : - 2 988 emplois sur un an (-1,1%). Cette année balaie les sensibles progressions observées ces 4 dernières années (+ 3 000) ; l'emploi industriel retrouve son plus bas niveau historique, qui datait de 2020.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Indice 100 au 2^{ème} trimestre 2015, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2024	Evolution en 2024	
		en nombre	en %
Industrie	296 453	-2 988	-1%
Construction	117 314	-2 563	-2,2%
Commerce	256 881	-1 315	-1%
Services	759 362	2 066	0,3%
Total	1 430 010	-4 800	-0,3%

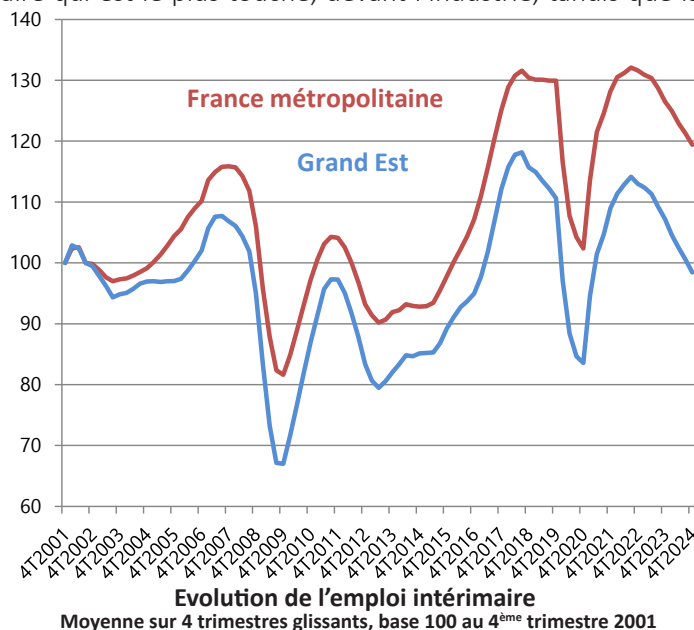
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉrimAIRE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE & DSDS // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

Réelle décreue non compensée par des emplois pérennes. Après la crise Covid-19, l'intérim avait atteint un niveau exceptionnel fin 2021 avec 70 400 emplois en région, deuxième plus haut niveau historique après celui de 2017 (72 300). Toutefois, depuis ce pic, on assiste à un repli considérable, et on ne compte plus que 57 656 emplois intérimaires au 4^{ème} trimestre 2024, soit 13 000 de moins en trois ans. Sur 2024, la baisse s'élève à 8,3% dans le Grand Est et à 6% en France métropolitaine. Tous les départements ont vu les effectifs reculer sur la période, allant jusqu'à une baisse de 14,6% en Moselle ou de 11,9% dans le Haut-Rhin. Les départements plus ruraux (Meuse, Vosges, Ardennes) présentent des replis plus modérés. Au niveau sectoriel, c'est le secteur tertiaire qui est le plus touché, devant l'industrie, tandis que la construction résiste.

	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2024	Evolution en 2024
Ardennes	-1,3%	-3,4%
Aube	-6,9%	-9,4%
Bas-Rhin	-2,1%	-5,6%
Haute-Marne	-2,7%	-10,1%
Haut-Rhin	-1,3%	-11,9%
Marne	0,3%	-5,5%
Meurthe-et-Moselle	-3,0%	-3,9%
Meuse	-0,9%	-1,1%
Moselle	-2,8%	-14,6%
Vosges	-1,9%	-4,5%
Grand Est	-2,1%	-8,3%
France métropolitaine	-2,4%	-6,0%



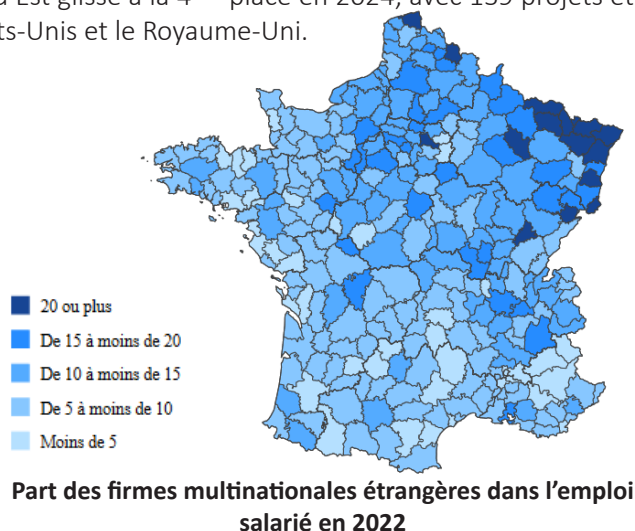
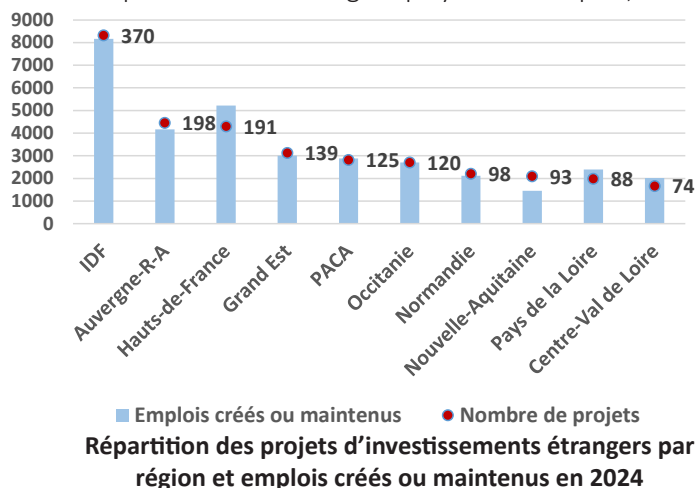
Evolution de l'emploi intérimaire

Moyenne sur 4 trimestres glissants, base 100 au 4^{ème} trimestre 2001

13 - EMPLOI DANS LES MULTINATIONALES ET INVESTISSEMENTS ETRANGERS

SOURCE : INSEE, ESANE, LIFI, BUSINESS FRANCE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Les firmes multinationales étrangères très présentes dans le Grand Est. En 2022, 18 800 entreprises sous contrôle étranger emploient 2,3 millions de personnes en France, soit 13% des salariés et génèrent 21,5% du chiffre d'affaires total en France. Ces groupes exercent principalement dans le secteur de l'industrie (un tiers des emplois), du commerce et du service aux entreprises. Le Grand Est est marqué par une forte présence des groupes étrangers, et en particulier les territoires proches des frontières, où la part des multinationales étrangères approche les 30% dans certaines zones (Forbach, Saint-Louis, Haguenau, Sarrebourg ou Sarreguemines). En France, 16 zones d'emploi présentent un taux supérieurs à 20%: 11 sont situées dans le Grand Est. Si la France est historiquement une terre d'accueil pour les investissements étrangers, Business France recense en 2024 un recul de 7% des décisions d'investissement (1688) et de 36% des emplois créés ou maintenus (37 787) par rapport à 2023. 48% des projets sont des créations d'établissements, 41% des extensions de sites existants et 6% des reprises de sites français. 3^{ème} en 2023, le Grand Est glisse à la 4^{ème} place en 2024, avec 139 projets et 3000 emplois. C'est l'Allemagne qui y investit le plus, devant les Etats-Unis et le Royaume-Uni.



3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 4^{ème} trimestre 2024

406 470 demandeurs d'emploi de catégorie ABC*

(239 030 en catégorie A)

55 030 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

(33 990 en catégorie A)

112 500 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans

(68 100 en catégorie A)

7,1% taux de chômage dans la région (4^{ème} trimestre 2024)

*Catégorie A : personne sans emploi

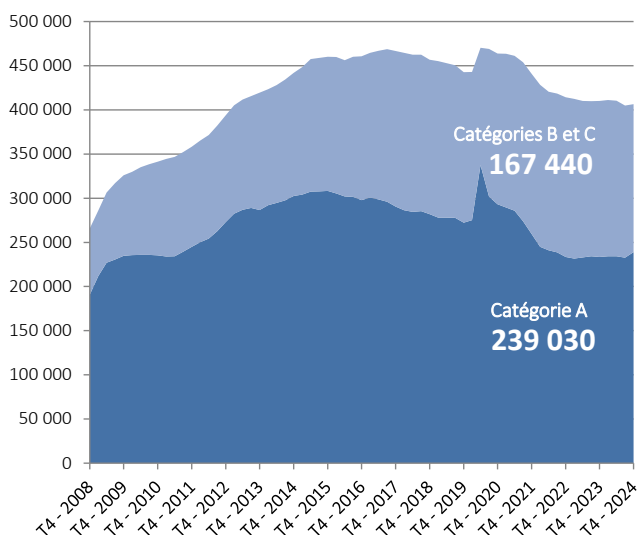
*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Une année globalement favorable. Depuis 2020, on observait une baisse spectaculaire des demandeurs d'emploi, puis modérée à partir de début 2023. Leur nombre est aujourd'hui dans le Grand Est au plus bas depuis 2013, avec 406 470 personnes. C'est 64 000 demandeurs de moins en 4 ans, et seulement 4 000 pour cette dernière année. Tous les départements sont concernés par cette amélioration annuelle, exception faite du Bas-Rhin et des Ardennes. On assiste à une inversion de tendance fin 2024 : on observe une légère progression au dernier trimestre 2024 (+1 600 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, la catégorie A présente désormais sur cette même période une forte hausse (une première depuis la crise Covid-19, avec +6 200 personnes), et ce sont les catégories B et C qui sont désormais en recul (- 4 600). Il est à noter que la dynamique du Grand Est est plus favorable qu'ailleurs, puisque la part de ses demandeurs d'emploi dans l'effectif national est passée de 8,6% en 2013 et 8,2% en 2018 à 7,8% aujourd'hui.



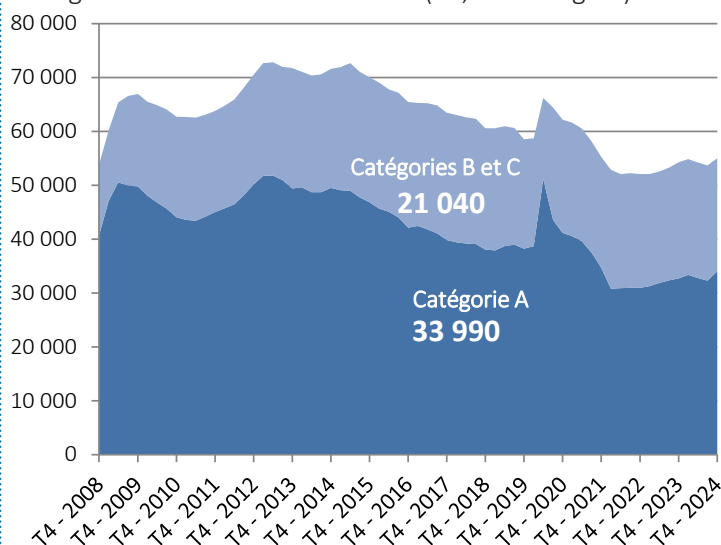
Catégorie A, B et C	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2024	Evolution en 2024
Ardennes	0,6%	0,3%
Aube	0,3%	-0,8%
Bas-Rhin	1,0%	1,0%
Haute-Marne	0,9%	-0,2%
Haut-Rhin	0,3%	-0,1%
Marne	1,2%	-0,8%
Meurthe-et-Moselle	-1,0%	-3,5%
Meuse	0,8%	-0,3%
Moselle	-0,1%	-2,4%
Vosges	0,9%	-0,9%
Grand Est	0,4%	-0,9%
dont hommes	0,4%	-0,3%
dont femmes	0,4%	-1,6%
France métropolitaine	1,8%	1,8%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

L'effectif au plus haut depuis 3 ans. Après avoir fortement profité de la reprise économique post-Covid, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi avait atteint en 2022 son niveau le plus bas depuis 2008. Cette dynamique s'est arrêtée fin 2022, et on constate depuis une recrudescence, avec 4 000 demandeurs d'emploi de plus en 2 ans. Cette progression touche désormais principalement la catégorie A, c'est à dire les personnes sans activité. Toutes catégories confondues, on compte 55 030 jeunes demandeurs au 4^{ème} trimestre 2024, soit 8,1% de l'effectif national. Il est à noter que cette part baisse continuellement depuis 2009, où elle s'élevait à 9,7%. En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a progressé de 4,6% sur le dernier trimestre 2024 (contre +2,5% dans le Grand Est), induisant une augmentation de 4% sur l'année (+1,4% en région).



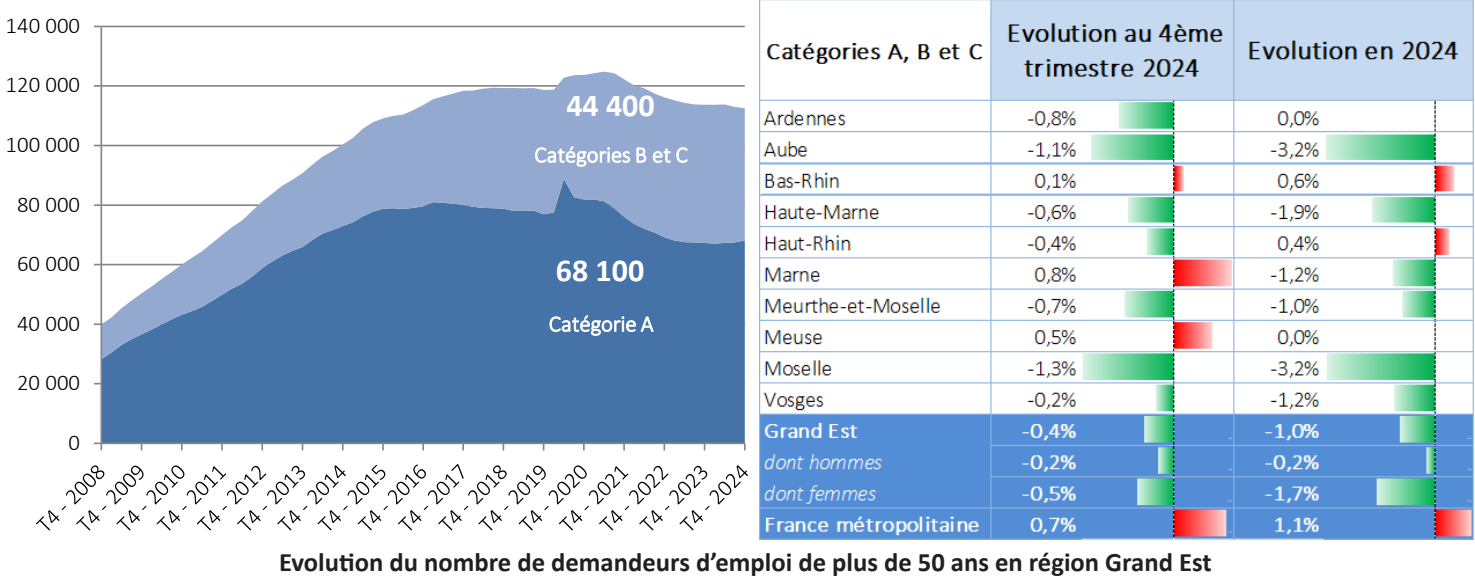
Catégories A,B et C	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2024	Evolution en 2024
Ardennes	4,0%	3,1%
Aube	4,2%	4,2%
Bas-Rhin	2,6%	2,4%
Haute-Marne	5,5%	0,6%
Haut-Rhin	2,3%	2,0%
Marne	4,7%	2,6%
Meurthe-et-Moselle	1,0%	-0,3%
Meuse	4,5%	6,9%
Moselle	0,4%	-1,1%
Vosges	1,6%	-1,3%
Grand Est	2,5%	1,4%
dont hommes	2,1%	2,6%
dont femmes	4,0%	-0,9%
France métropolitaine	4,6%	4,0%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

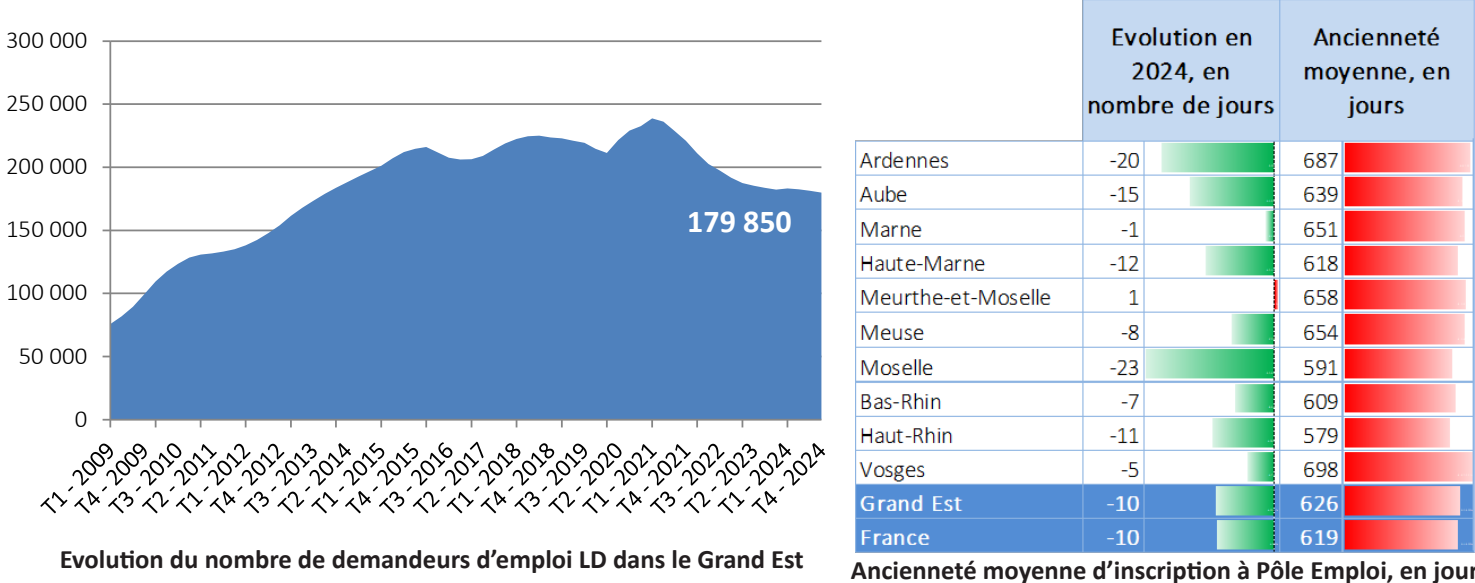
La lente décrue se poursuit. Pour la première fois depuis les années 2000, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans s'est réduit durablement à partir de mi-2021, fortement dans un premier temps, avec 10 000 personnes de moins en deux ans, puis plus modérément (- 1 800 sur les 6 derniers trimestres). Fin 2024, on compte désormais 112 500 seniors en recherche d'emploi, soit le plus faible effectif depuis 2016. En 2024, la région présente un recul de 1%, contrastant avec une progression au niveau national de 1,1%. Comme pour les plus jeunes, il est à noter que la dynamique annuelle est plus favorable pour les femmes (-1,7%) que pour les hommes (-0,2%). Ce sont la Moselle et l'Aube qui affichent les reculs les plus significatifs (-3,2%), tandis que les départements alsaciens sont les seuls du Grand Est à enregistrer une évolution à la hausse (+0,4% dans le Haut-Rhin et +0,6% dans le Bas-Rhin).



17 - ANCIENNETÉ MOYENNE D'INSCRIPTION À FRANCE TRAVAIL - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : FRANCE TRAVAIL // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

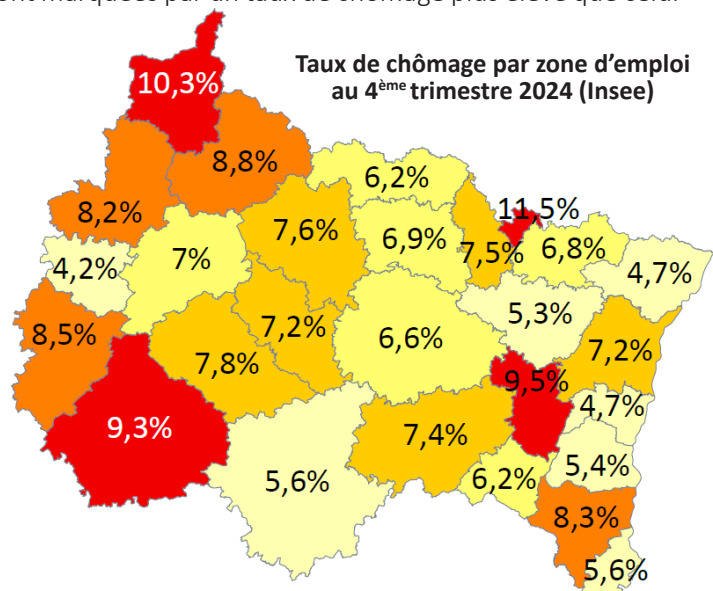
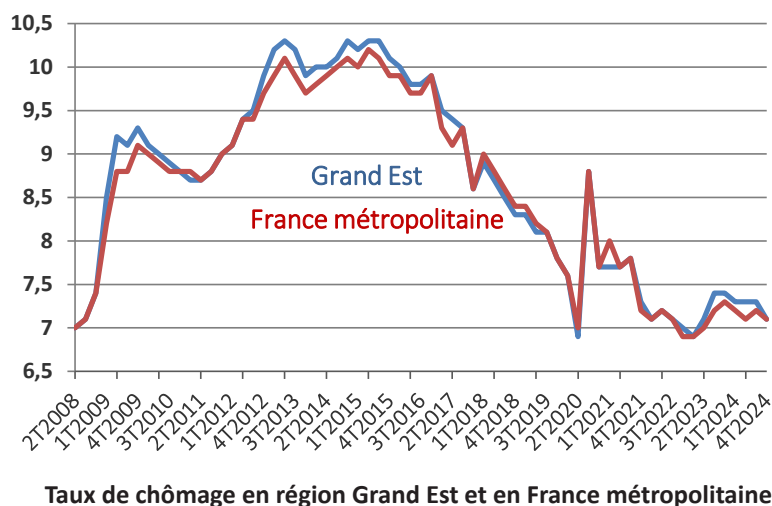
De nouveau en baisse. Initiée en 2021, la forte contraction de la demande d'emploi longue durée (LD, au-delà d'un an) dans le Grand Est s'est atténuée fin 2023. Cependant, sur le dernier semestre 2024, une dynamique positive s'est réenclenchée puisqu'on enregistre 2 600 demandeurs de moins. La demande d'emploi LD concerne encore 179 850 personnes, soit 44,2% des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, part la plus faible depuis 10 ans. En 2024, le recul en région est de 1,4%, quand au niveau national, l'effectif progresse encore de 1,5% sur la même période. En région comme en France, l'ancienneté moyenne d'inscription à France Travail diminue de 10 jours en 2024 (la baisse était de 19 jours en 2023). Au niveau départemental, la Moselle affiche encore la plus forte baisse annuelle, avec 23 jours, devant les Ardennes (20 jours) et l'Aube (15 jours). Seule la Meurthe & Moselle n'affiche pas d'amélioration (+1 jour).



18 - TAUX DE CHÔMAGE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

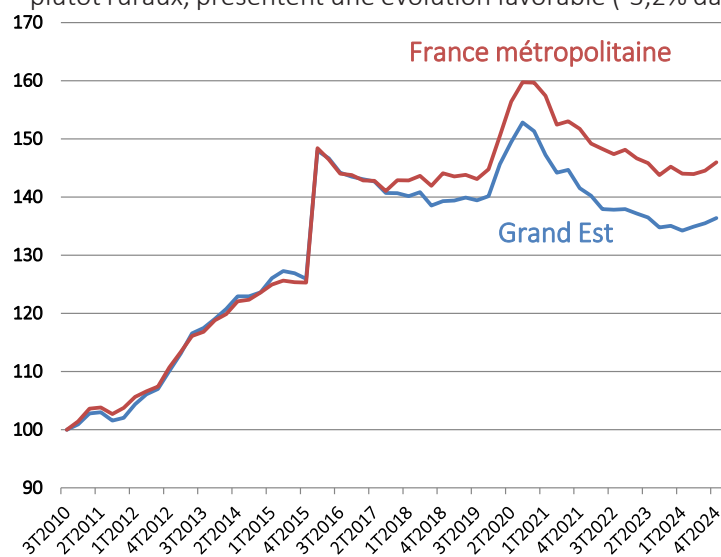
Léger recul fin 2024. A l'exception de l'épisode Covid-19, le taux de chômage régional a reculé continuellement entre 2015 et 2023. Au 1^{er} trimestre 2023, il était même passé pour la première fois depuis 2008 sous la barre des 7%, avant de se redresser sensiblement à 7,3 / 7,4% pendant plusieurs exercices. Cependant, au dernier trimestre 2024, il s'établit à 7,1%, rejoignant le taux enregistré en France métropolitaine. Sur un trimestre, les taux de chômage reculent dans la totalité des zones d'emploi régionales. Sur un an, seuls Forbach (qui souffre déjà du chômage le plus élevé du Grand Est) et Sarreguemines s'affichent à la hausse (+0,4 point). A l'inverse, des replis significatifs sont enregistrés dans certains territoires touchés par des taux de chômage élevés, comme Romilly-sur-Seine (-0,7 point) ou Saint-Dié-des-Vosges (-0,6 point). A l'échelle de la France métropolitaine, seules 3 régions sont marquées par un taux de chômage plus élevé que celui du Grand Est : les Hauts-de-France, l'Occitanie et la PACA.



19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Légère inflexion. Depuis le pic historique fin 2020 avec près de 155 000 allocataires en région, le nombre avait baissé, et on enregistrait début 2024 le plus faible effectif depuis le changement des règles de calcul de 2016. Cependant, sur l'année 2024, on note une progression du nombre d'allocataires RSA (+1% soit +2 000 allocataires), deux fois supérieure à la France métropolitaine (+0,5%). On compte dans le Grand Est 137 820 allocataires du RSA, 8,3% du total national. Si le Haut-Rhin affiche encore une forte croissance annuelle (+4,6%), la Meurthe-et-Moselle et la Marne enregistrent désormais également une augmentation non négligeable du nombre d'allocataires (+2,2 et +1,6%). A l'inverse, certains départements, plutôt ruraux, présentent une évolution favorable (-3,2% dans la Meuse, -0,8% dans les Ardennes ou -0,4% dans les Vosges).



Base 100 au deuxième trimestre 2010 Nb : au 1er janvier 2016 les règles de calcul du nombre d'allocataires ont changé d'où la rupture de la courbe

	Evolution du nombre d'allocataires en 2024	Nombre d'allocataires au 4 ^{ème} trimestre 2024
Ardennes	-0,8%	8 900
Aube	0,1%	9 210
Bas-Rhin	0,9%	25 450
Haute-Marne	0,7%	4 140
Haut-Rhin	4,6%	15 920
Marne	1,6%	14 560
Meurthe-et-Moselle	2,2%	21 130
Meuse	-3,2%	4 270
Moselle	-0,2%	24 140
Vosges	-0,4%	10 100
Grand Est	1,0%	137 820
France métropolitaine	0,5%	1 661 190

4. TRANSFRONTALIER

Au 4^{ème} trimestre 2024

215 873 travailleurs frontaliers

126 256 au Luxembourg

42 517 en Suisse

38 800 en Allemagne*

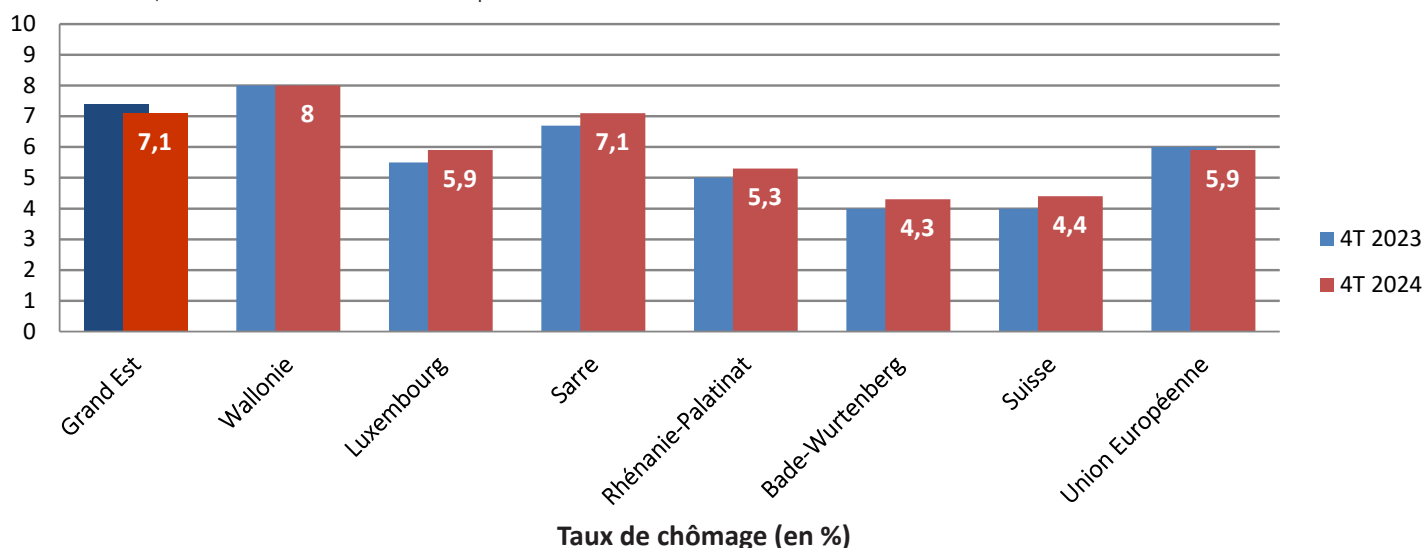
8 300 en Belgique*

* Données 2023

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

A l'exception du Grand Est, le chômage est à la hausse dans tous les états frontaliers en 2024. A la faveur du redressement des activités économiques post Covid-19, le chômage dans l'environnement transfrontalier avait baissé en 2021 et 2022, avant de se stabiliser en 2023. En 2024, on note désormais une progression des taux de chômage dans l'ensemble des territoires transfrontaliers, à hauteur +0,3 ou 0,4 point, à l'exception de la Wallonie. Cette dernière, dont le chômage avait fortement décru au 2^{ème} trimestre 2024 (6,8%), présente une forte augmentation à la fin de l'année 2024 (8%) et redevient le territoire qui présente le taux le plus élevé dans l'environnement transfrontalier. La Suisse, le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-Palatinat, malgré de sensibles hausses du chômage, demeurent proches du plein emploi. Enfin, le chômage se maintient à 5,9% au sein de l'Union Européenne.



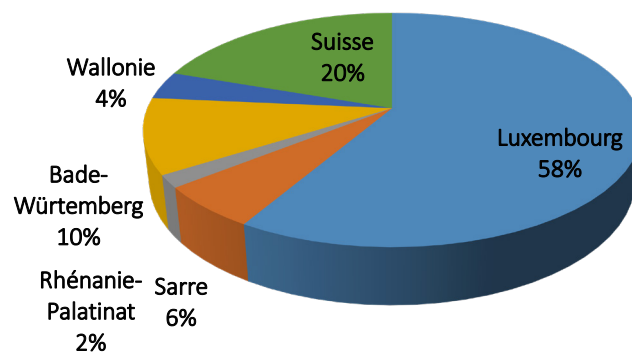
21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

SOURCE : STATEC – INSEE – OIE – IBA – OFS – BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT

2 000 frontaliers de plus vers la Suisse en 2024. A la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19, la barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est a été franchie fin 2021 et celle des 210 000 seulement un an plus tard. La dynamique s'est quelque peu ralentie depuis, notamment en direction du Luxembourg : on y recense « seulement » 2 200 frontaliers de plus en 2024, contre 4 à 5 000 les années précédentes. A l'inverse, la Suisse attire fortement les salariés du Grand Est cette dernière année, avec un bond de 2 000 frontaliers, une évolution deux fois supérieure à celle enregistrée en moyenne sur les dix dernières années. Ainsi, fin 2024, 126 256 habitants du Grand Est exercent dans le Grand Duché, et 42 517 en Suisse. Pour ce qui concerne l'Allemagne, ils étaient en 2023 encore approximativement 38 800 répartis sur 3 Länder. Pour rappel, ils étaient 58 400 en 1999, et pesaient pour 44% des frontaliers du Grand Est (18% aujourd'hui). Enfin, la Belgique compte environ 8 300 travailleurs frontaliers en 2023 résidant dans le Grand Est, chiffre stable depuis 2010.

	Nombre de frontaliers au 4 ^{ème} trimestre 2024	Evolution en 2024	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	126 256	+2%	+4,2%
Suisse	42 517	+4,4%	+2,3%
Allemagne*	38 800		
Belgique*	8 300		

(*) Données 2023



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture
du CESER Grand Est (17 membres)

Président : Jean-Paul NOLLET
Vice-Président : Michèle TREMOLIERES
Rapporteuse : Chantal BERTHELEMY

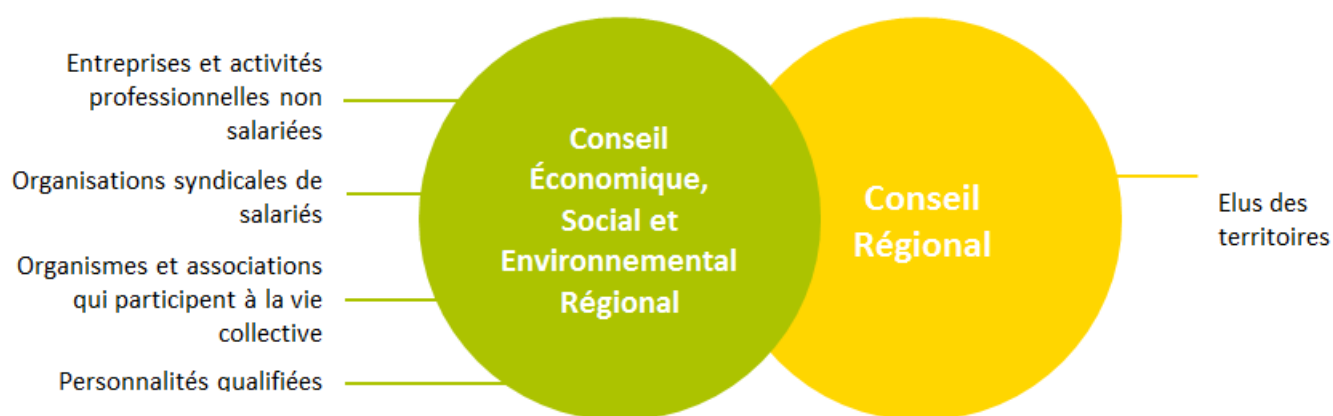
Chargé de mission : Nicolas BRIZION

Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.



RETROUVEZ TOUTES LES INFOS		 www.ceser-grandest.fr
DU CESER GRAND EST SUR INTERNET		 company/ceser-grandest-est
ET LES RÉSEAUX SOCIAUX :		 @cesergrandest
		 @cesergrandest8916
SITE DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE	SITE DE METZ	SITE DE STRASBOURG
5 rue de Jéricho	Place Gabriel Hocquard	1 Place Adrien Zeller
51037 Châlons-en-Champagne	57036 Metz Cedex 1	67000 Strasbourg
03 26 70 31 79	03 87 33 60 26	03 88 15 68 00

